

Audience publique du 2 décembre 2020

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre des décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 35(1), L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42986 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 20 mai 2019 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., déclarant être né le ... à ... (Côte d'Ivoire) et être de nationalité ivoirienne, demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 10 mai 2019 refusant de faire droit à sa demande de protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 juillet 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déferées ;

Le juge rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Marlène AYBEK, en remplacement de Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame la déléguée du gouvernement Linda MANIEWSKI en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 octobre 2020.

Le 5 novembre 2017, Monsieur ..., déclarant être mineur, présenta auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, afin de déposer une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par la « loi du 18 décembre 2015 ».

Par une ordonnance du 30 octobre 2017 portant le numéro ..., le juge des tutelles auprès du tribunal de la jeunesse et des tutelles près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg désigna Maître Ardavan FATHOLAHZADEH administrateur *ad hoc* de Monsieur ... afin de l'assister dans le cadre du dépôt d'une demande de protection internationale.

Le 21 novembre 2017, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015.

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux, dans un rapport du même jour.

En date des 9 et 14 janvier 2019, Monsieur ..., entretemps devenu majeur, fit l'objet d'un entretien auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 10 mai 2019, notifiée à l'intéressé par lettre recommandée envoyée le même jour, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par le « ministre », et résuma les déclarations de Monsieur ... comme suit : « [...] *En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 21 novembre 2017 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes des 9 et 14 janvier 2019 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale.*

Monsieur, en ce qui concerne les raisons de votre fuite, vous évoquez que vous auriez quitté la Côte d'Ivoire à cause de problèmes familiaux. Vous précisez que suite à la mort de votre père en juin 2016, votre oncle, avec lequel vous auriez vécu dans une « cour familiale », aurait voulu prendre votre mère comme deuxième épouse. Suite au refus de votre mère de l'épouser, votre oncle aurait commencé à vous frapper ainsi que votre mère. De février à mai 2016, votre oncle vous aurait frappé régulièrement et aurait refusé de payer les frais pour votre scolarité. En raison de ces maltraitances, vos amis auraient à leur tour frappé votre oncle au cours du mois de mai 2016. Suite à cette agression, il vous aurait menacé de vous tuer. Pour éviter davantage de représailles de la part de votre oncle, vous auriez décidé de quitter votre pays d'origine.

Vous indiquez n'avoir à aucun moment porté plainte contre votre oncle et votre mère se serait contentée d'en informer les imans de votre commune.

Quant à votre fuite, vous indiquez que votre frère vous aurait payé un billet d'avion pour aller au Maroc pour rejoindre des amis, avec lesquels vous auriez poursuivi votre chemin en direction de l'Europe. Après de brefs séjours en Espagne et en France, vous seriez finalement arrivé au Luxembourg pour y introduire une demande de protection internationale.

Vous présentez un passeport. [...] ».

Le ministre informa ensuite Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été refusée comme étant non fondée.

En ce qui concerne le refus d'octroi du statut de réfugié, le ministre considéra que les maltraitances subies de la part de l'oncle de Monsieur ..., suite au refus de sa mère de l'épouser, n'auraient pas été motivées sur un des critères de fond prévus par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et le Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par le règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après désigné par « la Convention de Genève » et par la loi du 18 décembre 2015, de sorte que l'existence d'une persécution respectivement d'une crainte de persécution en raison de la race, de la religion, de la nationalité de l'appartenance à un groupe sociale ou des convictions politiques de Monsieur ..., ne sauraient être retenus dans son chef. Même à admettre que ces faits auraient

été fondés sur un des critères de fond prévus par la Convention de Genève, ils ne seraient par ailleurs pas d'une gravité suffisante pour être considérés comme une persécution. En outre, Monsieur ... n'aurait jamais fait des démarches auprès des autorités ivoiriennes afin d'obtenir une protection contre les agissements de son oncle et il ne serait dès lors pas établi que les autorités ivoiriennes auraient été dans l'impossibilité, respectivement n'auraient pas été disposées à offrir une protection adéquate à Monsieur Le ministre retint également que Monsieur ... serait entretemps majeur de sorte qu'il devrait être capable de vivre seul et indépendamment de sa famille en Côte d'Ivoire.

S'agissant de la protection subsidiaire, le ministre conclut que Monsieur ... n'aurait apporté aucun élément crédible de nature à établir qu'il existerait de motifs sérieux et avérés de croire qu'il courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 en cas de retour dans son pays d'origine.

Finalement, Monsieur ... aurait encore pu bénéficier d'une fuite interne dans la mesure où il aurait pu s'installer dans un autre quartier d'..., ou dans une autre ville en Côte d'Ivoire. Monsieur ... entretemps majeur aurait pu s'installer à ..., capitale, centre économique et ville la plus peuplée de la Côte d'Ivoire, étant donné que depuis son départ, ni son frère ni sa mère, habitant toujours à ..., n'auraient plus fait l'objet d'agressions de la part son oncle.

En conséquence, il constata que le séjour de Monsieur ... sur le territoire luxembourgeois était illégal et lui enjoignit de quitter ledit territoire dans un délai de trente jours.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 20 mai 2019, Monsieur ... a fait déposer un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 10 mai 2019 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

1) Quant au recours tendant à la réformation de la décision du ministre portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre les décisions de refus d'une demande de protection internationale, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation dirigé contre la décision du ministre du 10 mai 2019, telle que déférée.

Ledit recours ayant encore été introduit dans les formes et délai de la loi, il est à déclarer recevable.

En fait, Monsieur ... renvoie, en substance, aux faits et rétroactes de sa demande en obtention d'une protection internationale tels que retranscrits dans le rapport d'entretien auprès de l'agent compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes.

En droit, le demandeur conclut en premier lieu à une violation des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015 et de l'article 1^{er} A, 2 de la Convention de Genève. Il soutient plus particulièrement que la décision déférée du 10 mai 2019 devrait être réformée pour violation de la loi, sinon pour erreur manifeste d'appréciation des faits, alors que ce serait à tort que le ministre aurait conclu que les faits invoqués à l'appui de sa demande de protection internationale ne justifieraient pas, dans son chef, une crainte justifiée de persécution en cas de retour dans son pays d'origine.

Monsieur ... souligne que son récit serait parfaitement crédible, de sorte que l'autorité décisionnelle contreviendrait au principe de diligence et de loyauté. Dans ce même ordre d'idées, il conclut à une absence d'instruction suffisante du dossier de la part du ministre en se basant plus particulièrement sur l'article 10 de la loi du 18 décembre 2015.

Monsieur ... donne à cet égard, tout d'abord, à considérer que sa crainte de persécution serait fondée en raison de son appartenance à un groupe social vulnérable dans son pays d'origine voire en raison de sa religion et du fait de la prédominance des coutumes religieuses en Côte d'Ivoire. Sa crainte découlerait encore du manquement des autorités de son pays d'origine à remplir leurs obligations de protection des citoyens, de sorte que les faits vécus devraient être considérés comme des actes de persécution au sens de l'article 42, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015.

A cet égard, le demandeur expose la situation des veuves et de leurs enfants en Côte d'Ivoire, d'un article de la fédération GAMS « *Le lévrat – « les veuves font partie de l'héritage » #Cote d'Ivoire* » du 26 mars 2013 publié sur le site internet « *www.federationgams.org* » et reproche au ministre de ne pas avoir pris en compte tous les faits pertinents concernant son pays d'origine, en violation de l'article 37, paragraphe (3) de la loi du 18 décembre 2015 et en particuliers le sort des veuves et de leurs enfants, victimes de violences notamment conjugales, laissés sans protection quelconque dans un pays régi par les traditions et coutumes et que de ce fait, le ministre aurait fait une mauvaise appréciation des faits et par conséquent violé la Convention de Genève ainsi que la loi du 18 décembre 2015.

Le demandeur se base ensuite sur le paragraphe (1), points a) et b) de l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015, pour soutenir que les faits vécus, à savoir des violences physiques et mentales, seraient encore d'une gravité suffisante pour être considérés comme actes de persécution au sens de la Convention de Genève. Monsieur ... invoque à cet égard un rapport de l'« *IRB – Immigration and Refugee Board of Canada « Côte d'Ivoire : Domestic violence, including legislation, state protection and available support services (2012-December 2015)* » » publié sur le site « *www.ecoi.net* », et insiste sur le fait que suite au décès de son père, il aurait été battu et persécuté par son oncle.

Tout en admettant que les faits subis émaneraient de personnes privées, le demandeur donne à considérer que sa mère aurait fait appel à des Imams, autorité en matière religieuse d'une communauté, et ceci suivant la tradition applicable en Côte d'Ivoire, sans que ceux-ci ne seraient intervenus afin de les sauver. Les autorités publiques ne seraient pas non plus intervenues ou ne voulaient pas intervenir alors que les agressions se seraient déroulées en des lieux publics. Eu égard à la circonstance que les agressions vécues se seraient déroulées en des lieux publics, le ministre ne saurait reprocher au demandeur mineur, de ne pas avoir cherché de l'aide auprès des autorités étatiques. Il ajoute que son oncle aurait proféré des menaces de mort à son égard, de sorte qu'il craint que dès son retour en Côte d'Ivoire, son oncle passerait à l'acte.

Le demandeur reproche ensuite au ministre de ne pas avoir tiré les conséquences qui s'imposeraient du fait de la persécution dont il risquerait d'être victime en cas de retour dans son pays d'origine, et ce malgré le fait qu'il aurait déjà été victime de persécutions, tout en soulignant qu'il éprouverait une menace réelle de la part de son oncle. Le demandeur poursuit qu'il s'exposerait encore en cas de retour dans son pays d'origine à des atteintes graves au sens de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, notamment à des actes d'harcèlement, de discrimination, sinon de traitements inhumains, la torture, voire la mort.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

S'agissant, tout d'abord, de la demande en communication du dossier administratif formulée par le demandeur exclusivement dans le dispositif de la requête introductive, le tribunal constate que la partie étatique a déposé ensemble avec son mémoire en réponse, une farde de pièces correspondant *a priori* au dossier administratif. A défaut pour le demandeur de remettre en question le caractère complet du dossier mis à sa disposition à travers le mémoire en réponse, la demande en communication du dossier administratif est à rejeter comme étant devenue sans objet.

Aux termes de l'article 2 b) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *demande de protection internationale* » se définit comme correspondant à une demande visant à obtenir le statut de réfugié, respectivement celui conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 f) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner [...]* », tandis que celle de « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » est définie par l'article 2 g) de la même loi comme « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ».

Force est au tribunal de constater que tant la notion de « *réfugié* », que celle de « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » impliquent nécessairement des persécutions ou des atteintes graves, ou à tout le moins un risque de persécution ou d'atteintes graves dans le pays d'origine.

Par ailleurs, l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015 dispose « (1) *Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1 A de la Convention de Genève doivent :*

- a) *être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou*
- b) *être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). ».*

Quant aux atteintes graves, l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 les définit comme :

« a) la peine de mort ou l'exécution ; ou

b) la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou

c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

Dans les deux hypothèses, les faits dénoncés doivent être perpétrés par un acteur de persécutions ou d'atteintes graves au sens de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015, lesquels peuvent être :

« a) l'Etat ;

b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;

c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou atteintes graves. »,

et aux termes de l'article 40 de la même loi : *« (1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :*

a) l'Etat, ou

b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. [...] ».

Il se dégage des articles précités de la loi du 18 décembre 2015 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 f) de la loi du 18 décembre 2015, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40 de la loi du 18 décembre 2015, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que le demandeur ne peut ou ne

veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine. Cette dernière condition s'applique également au niveau de la demande de protection subsidiaire, conjuguée avec les exigences liées à la définition de l'atteinte grave reprises à l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 et rappelées précédemment.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait que l'une d'entre elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur de protection internationale ne saurait bénéficier du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2 f) de la loi du 18 décembre 2015 retient qu'est un réfugié une personne qui « *craint avec raison d'être persécutée* », tandis que l'article 2 g) de la même loi définit la personne pouvant bénéficier du statut de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle était renvoyée dans son pays d'origine, elle « *courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48* », de sorte que ces dispositions visent une persécution, respectivement des atteintes graves futures sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté ou qu'il ait subi des atteintes graves avant son départ dans son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, les persécutions ou atteintes graves antérieures d'ores et déjà subies instaurent une présomption réfragable que de telles persécutions ou atteintes graves se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine aux termes de l'article 37, paragraphe (4), de la loi du 18 décembre 2015, de sorte que, dans cette hypothèse, il appartient au ministre de démontrer qu'il existe de bonnes raisons que de telles persécutions ou atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra porter en définitive sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque d'être persécuté ou de subir des atteintes graves qu'il encourrait en cas de retour dans son pays d'origine.

Il échet encore de rappeler que dans le cadre d'un recours en réformation, le juge est amené à apprécier la décision déférée quant à son bien-fondé et à son opportunité, avec le pouvoir de substituer sa propre décision impliquant que cette analyse s'opère au moment où il est appelé à statuer, les deux parties en cause étant autorisées à compléter leurs arguments respectifs en cours d'instance¹.

En ce qui concerne tout d'abord le reproche du demandeur selon lequel le ministre aurait violé l'article 10 de la loi du 18 décembre 2015 en raison d'« *un manque d'instruction suffisante* » de son dossier, il convient de relever qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 18 décembre 2015 : « [...] (3) *Le ministre fait en sorte que les décisions sur les demandes de protection internationale soient prises à l'issue d'un examen approprié. A cet effet, il veille à ce que :*

a) les demandes soient examinées et les décisions soient prises individuellement, objectivement et impartialement ; [...] ».

Il ressort du rapport d'audition de Monsieur ... qu'il a été invité à exposer les raisons pour lesquelles il avait sollicité une protection internationale au Luxembourg, ainsi que les raisons de son départ de son pays d'origine. L'agent chargé de ses auditions l'a, plus particulièrement, interrogé sur les problèmes qu'il aurait personnellement rencontrés en Côte d'Ivoire, ainsi que sur les menaces et persécutions qu'il y aurait subi. De surcroît, il résulte du

¹ Trib. adm., 1^{er} octobre 1997, n° 9699 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en réformation, n° 16 et les autres références y citées.

libellé de la décision ministérielle litigieuse du 10 mai 2019, que le ministre a bien tenu compte des déclarations du demandeur lors de la prise de sa décision.

Il s'ensuit que le moyen afférent est à rejeter comme étant non fondé.

Quant au fond, et indépendamment de la qualification des faits invoqués par Monsieur ... ou encore de leur gravité, l'examen des déclarations faites lors des auditions auprès de la direction de l'Immigration des 9 et 14 janvier 2019, ensemble des moyens et arguments apportés au cours de la procédure contentieuse, amène le tribunal à conclure que les faits allégués, à savoir de problèmes familiaux, et notamment les violences physiques et morales subis par son oncle suite au décès de son père, ne peuvent s'analyser comme des actes de persécutions, respectivement des atteintes graves ni de considérer que Monsieur ... puisse être exposé à des persécutions, respectivement des atteintes graves, en cas de retour dans son pays d'origine.

En effet, et en ce qui concerne les violences physiques et morales proférées au demandeur par son oncle en raison du refus de sa mère d'épouser ce dernier, force est au tribunal de constater que si ces incidents sont certes fortement condamnables, il n'en reste pas moins que ceux-ci proviennent d'une personne privée sans lien avec l'Etat, à savoir l'oncle du demandeur et s'inscrivent dès lors dans un contexte purement privé. Or, dans la mesure où la personne dont Monsieur ... affirme avoir été menacé et agressé est sans lien avec l'Etat ivoirien, la crainte de faire l'objet des actes de persécution, voire d'atteintes graves, ne saurait être considérée comme fondée que si les autorités de la Côte d'Ivoire ne veulent ou ne peuvent pas fournir une protection effective au demandeur ou s'il n'y a pas d'Etat susceptible d'accorder une protection. C'est l'absence de protection qui est décisive, quelle que soit la source des actes de persécution, respectivement des atteintes graves².

Ainsi, chaque fois que la personne concernée est admise à bénéficier de la protection du pays dont elle a la nationalité et qu'elle n'a aucune raison, fondée sur une crainte justifiée, de refuser cette protection, l'intéressé n'a pas besoin de la protection internationale³. En toute hypothèse, il faut que l'intéressé ait tenté d'obtenir la protection des autorités de son pays, en déposant notamment une plainte contre l'auteur des actes de persécution, respectivement des atteintes graves, pour autant qu'une telle tentative paraisse raisonnable en raison du contexte. Cette position extensive se justifie au regard de l'aspect protectionnel du droit international des réfugiés qui constitue à substituer une protection internationale là où celle de l'Etat fait défaut⁴.

Il y a encore lieu de souligner que si une protection n'est considérée comme suffisante que si les autorités ont mis en place une structure policière et judiciaire capable et disposée à déceler, à poursuivre et à sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave et lorsque le demandeur a accès à cette protection, la disponibilité d'une protection nationale exigeant par conséquent un examen de l'effectivité, de l'accessibilité et de l'adéquation d'une protection disponible dans le pays d'origine même si une plainte a pu être enregistrée, - ce qui inclut notamment la volonté et la capacité de la police, des tribunaux et des autres autorités du pays d'origine, à identifier, à poursuivre et à punir ceux qui sont à l'origine des persécutions - cette exigence n'impose toutefois pour autant pas un taux de résolution et de sanction des infractions de l'ordre de 100%, taux qui n'est pas non plus atteint dans les pays dotés de

² Trib. adm., 13 juillet 2009, n° 25558 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Etrangers, n° 150, et autres références y citées.

³ Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés, UNHCR, décembre 2011, p.21, n° 100.

⁴ Jean-Yves Carlier, Qu'est-ce qu'un réfugié ?, Bruylant, 1998, p. 754.

structures policière et judiciaire les plus efficaces, ni qu'elle n'impose nécessairement l'existence de structures et de moyens policiers et judiciaires identiques à ceux des pays occidentaux.

En l'espèce, il ressort des déclarations faites par Monsieur ... lors de ses entretiens auprès de la direction de l'Immigration, qu'il n'a pas dénoncé les agressions physiques subies à la police, ni demandé une protection quelconque auprès d'une autorité de son pays. Ainsi, il ressort du rapport d'entretien du demandeur qu'il n'a pas « *fait de démarches pour trouver de l'aide* »⁵. Si le demandeur a certes indiqué dans sa requête introductive d'instance qu'« *il échet de soulever qu'aucune loi n'est applicable en l'espèce et que les forces de l'ordre n'agissent pas ou ne veulent pas intervenir* » et qu'« *ainsi, il est nécessaire de constater que le requérant ne pouvait avoir aucune confiance envers les autorités de son pays d'origine, et ne pouvait demander aucune protection à ces dernières* », le demandeur ne saurait reprocher aux autorités ivoiriennes une quelconque inaction volontaire ou un refus de l'aider, à défaut d'avoir au moins tenté de porter plainte contre l'auteur de ces agressions auprès des autorités de la Côte d'Ivoire, ce d'autant plus qu'il n'a, en particulier, pas fait état du fait que le dépôt d'une plainte lui aurait été refusé. Cette analyse n'est pas énervée par le fait que la mère du requérant aurait informé les Imams, autorités en matière religieuse, et que ces derniers ne seraient intervenus, alors que cette démarche est insuffisante afin de conclure à une absence de protection dans le chef de Monsieur

Force est encore de constater que le demandeur n'a, dans le cadre de son recours contentieux, soumis aucune pièce à l'appréciation du tribunal susceptible d'étayer ses affirmations suivant lesquelles les autorités de son pays d'origine ne seraient en mesure de le protéger contre les agissements de son oncle, étant encore relevé que les deux publications concernant le lévirat et le sort des veuves ainsi que les violences conjugales en Côte d'Ivoire, publications à portée générale ne permettent pas non plus au tribunal de conclure que les autorités en Côte d'Ivoire ne seraient pas en mesure de protéger Monsieur ... contre les agissements de son oncle.

Si le demandeur a certes indiqué dans le cadre de sa requête introductive d'instance, qu'au regard de sa minorité au moment des faits, le ministre ne saurait lui reprocher valablement de ne pas avoir sollicité une protection, force est cependant au tribunal de constater que Monsieur ... a déclaré lors de ses entretiens auprès de la direction de l'immigration, avoir organisé seul son départ de la Côte d'Ivoire⁶, qu'il avait d'abord pris l'avion pour aller au Maroc afin d'y travailler, puis comme il n'avait pas trouvé du travail au Maroc, il avait quitté le Maroc en bateau en direction de l'Espagne où ses empreintes ont été enregistrées le 24 août 2017 et qu'après y avoir séjourné pendant un mois, il est parti de sa propre initiative pour aller en France pour y séjourner pendant 2 semaines, pour finalement arriver seul au Luxembourg⁷. Or, au regard de ces démarches, entreprises par le demandeur pour quitter seul la Côte d'Ivoire, traverser la mer méditerranée et différents pays européens, sans prise en charge d'une personne adulte, le tribunal est amené à conclure que demandeur, nonobstant son jeune âge, a fait preuve d'une certaine maturité, se sorte que sa minorité à l'époque des faits ne saurait justifier son défaut de s'être adressé aux autorités de son pays d'origine afin de solliciter une protection contre les agressions de son oncle, son défaut d'avoir tenté d'obtenir la protection des autorités de son pays d'origine ne paraît dès lors pas raisonnable en raison du contexte décrit ci-avant.

⁵ Rapport d'entretien de Monsieur ... des 9 janvier 2019 et 14 janvier 2019, page 9.

⁶ Idem, page 5.

⁷ Idem, page 4.

Au vu des considérations qui précèdent et eu égard aux éléments à la disposition du tribunal, il n'est dès lors pas établi que le demandeur ne serait pas en mesure d'obtenir une protection suffisante dans son pays d'origine s'il devait être en proie à des menaces ou violences de la part de son oncle. Il s'ensuit que le demandeur n'a pas fait état et n'a pas établi des raisons de nature à justifier dans son pays de provenance une crainte sérieuse et avérée de subir des persécutions ou des atteintes graves.

A titre superfétatoire et pour être complet, le tribunal est en outre amené à relever que c'est encore à bon droit que le ministre a évoqué la possibilité pour le demandeur de profiter d'une fuite interne.

A cet égard, l'article 41 de la loi du 18 décembre 2015 dispose que « (1) Dans le cadre de l'évaluation de la demande de protection internationale, le ministre peut estimer qu'un demandeur n'a pas besoin de protection internationale lorsque, dans une partie du pays d'origine,

a) il n'a pas une crainte fondée d'être persécuté ou ne risque pas réellement de subir des atteintes graves; ou

b) il a accès à une protection contre les persécutions ou les atteintes graves au sens de l'article 40, et qu'il peut, en toute sécurité et en toute légalité, effectuer le voyage vers cette partie du pays et obtenir l'autorisation d'y pénétrer et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il s'y établisse.

(2) Lorsqu'il examine si un demandeur a une crainte fondée d'être persécuté ou risque réellement de subir des atteintes graves, ou s'il a accès à une protection contre les persécutions ou les atteintes graves dans une partie du pays d'origine conformément au paragraphe (1), le ministre tient compte, au moment où il statue sur la demande, des conditions générales dans cette partie du pays et de la situation personnelle du demandeur, conformément à l'article 37. A cette fin, le ministre veille à obtenir des informations précises et actualisées auprès de sources pertinentes, telles que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et le Bureau européen d'appui en matière d'asile. ».

Ainsi, une possibilité de fuite interne ne saurait être considérée comme donnée que si, dans une partie du pays d'origine, le demandeur de protection internationale n'a pas une crainte fondée d'être persécuté ou ne risque pas réellement de subir des atteintes graves, ou bien si, dans une partie du pays d'origine, il a accès à une protection contre les persécutions ou les atteintes graves, à condition qu'il puisse effectuer le voyage vers cette partie du territoire en toute sécurité et légalité et qu'il puisse raisonnablement s'y établir. Il appartient dès lors au ministre d'identifier une zone sûre, accessible tant en pratique que légalement pour le demandeur, en tenant compte du profil de la personne concernée, étant en tout état de cause souligné qu'il incombe au ministre, sinon de prouver positivement l'absence de tout risque, respectivement l'accès à une protection suffisante, du moins d'examiner et d'énoncer de manière plausible pour quelles raisons il estime devoir et pouvoir, dans le contexte et pour les causes visées à l'article 41 de la loi du 18 décembre 2015, refuser la protection internationale. Le ministre ne peut pas s'emparer d'un défaut par le demandeur d'établir l'impossibilité de la fuite interne, mettant ainsi la charge de la preuve du côté du demandeur de protection internationale.

En effet, force est de constater que Monsieur ..., majeur d'âge, pourrait s'installer dans un autre quartier à ..., capitale, centre économique et ville la plus peuplée de la Côte d'Ivoire afin d'éviter les violences de son oncle. De surcroît, le demandeur a déclaré auprès de la

direction de l'Immigration que depuis son départ, ni son frère ni sa mère, habitant toujours à ..., n'ont encore fait l'objet d'agressions de la part de l'oncle, de sorte qu'il n'est pas déraisonnable qu'il s'installe à ... en cas de retour dans son pays d'origine.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le ministre a à bon droit rejeté comme étant non fondée la demande de Monsieur ... tendant à l'obtention du statut conféré par la protection internationale prise en son double volet.

2) Quant au recours visant l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre l'ordre de quitter le territoire, un recours sollicitant la réformation de pareil ordre contenu dans la décision déférée a valablement pu être dirigé contre la décision ministérielle litigieuse. Le recours en réformation, ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, est recevable.

A cet égard, le demandeur expose que l'ordre de quitter le territoire devrait encourir la réformation pour violation de la loi, alors qu'il risquerait de subir des atteintes graves telles que définies aux articles 48 et 49 de la loi du 18 décembre 2015.

Il estime encore que l'ordre de quitter le territoire serait contraire à l'article 129 de la loi modifiée du 29 août 2008 concernant la libre circulation des personnes et l'Immigration, désignée ci-après par la « loi du 29 août 2008 », dans la mesure où un retour en Côte d'Ivoire serait suivi de traitements inhumains ou dégradants, de sorte à constituer également une violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales, ci-après « la CEDH ». Afin d'appuyer ses déclarations, il se réfère à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, désignée ci-après par « la CourEDH », ainsi qu'à une décision de la Commission européenne des droits de l'Homme selon lesquelles l'existence d'un simple risque que l'étranger soit soumis à un traitement contraire à l'article 3 de la CEDH en cas de retour dans son pays d'origine suffirait pour un non-éloignement.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet de ce volet du recours.

Si l'article 3 de la CEDH, auquel renvoie l'article 129 de la loi du 29 août 2008, tel qu'invoqué par le demandeur, proscrit la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants, encore faut-il que le risque de subir des souffrances mentales ou physiques présente une certaine intensité.

En effet, si une mesure d'éloignement - telle qu'en l'espèce consécutive à l'expiration du délai imposé au demandeur pour quitter le Luxembourg - relève de la CEDH dans la mesure où son exécution risquerait de porter atteinte aux droits inscrits à l'article 3, ce n'est cependant pas la nature de la mesure d'éloignement qui pose un problème de conformité à la CEDH, spécialement à l'article 3, mais ce sont les effets de la mesure en ce qu'elle est susceptible de porter atteinte aux droits que l'article 3 garantit à toute personne. C'est l'effectivité de la protection requise par l'article 3 qui interdit aux Etats parties à la CEDH d'accomplir un acte qui aurait pour résultat direct d'exposer quelqu'un à des mauvais traitements prohibés. S'il n'existe pas, dans l'absolu, un droit à ne pas être éloigné, il existe un droit à ne pas être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants, de sorte et *a fortiori* qu'il existe un

droit à ne pas être éloigné quand une mesure aurait pour conséquence d'exposer à la torture ou à une peine ou des traitements inhumains ou dégradants.

Cependant, dans ce type d'affaires, la Cour européenne des droits de l'Homme soumet à un examen rigoureux toutes les circonstances de l'affaire, notamment la situation personnelle du requérant dans l'Etat qui est en train de mettre en œuvre la mesure d'éloignement. La CourEDH recherche donc s'il existait un risque réel que le renvoi du requérant soit contraire aux règles de l'article 3 de la CEDH. Pour cela, la Cour évalue ce risque notamment à la lumière des éléments dont elle dispose au moment où elle examine l'affaire et des informations les plus récentes concernant la situation personnelle du requérant.

Le tribunal procède donc à la même analyse de l'affaire sous examen.

Or, en ce qui concerne précisément les risques prétendument encourus en cas de retour en Côte d'Ivoire, le tribunal a conclu ci-avant à l'absence, dans le chef du demandeur, de tout risque réel et actuel de subir des persécutions ou des atteintes graves au sens de la loi du 18 décembre 2015 dans son pays d'origine, qui est la Côte d'Ivoire, de sorte que le tribunal ne saurait se départir à ce niveau-ci de son analyse de cette conclusion.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du seuil élevé fixé par l'article 3 de la CEDH, le tribunal n'estime pas qu'il existe un risque suffisamment réel pour que le renvoi du demandeur dans son pays d'origine soit dans ces circonstances incompatible avec l'article 3 de la CEDH, de sorte que le moyen tiré d'une violation de l'article 129 de la loi du 29 août 2008, ainsi que d'une violation « autonome » de l'article 3 de la CEDH encourt le rejet.

Il suit des considérations qui précèdent que le recours en réformation introduit à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire est à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en réformation contre la décision ministérielle du 10 mai 2019 portant rejet d'un statut de protection internationale dans le chef de Monsieur ... ;

au fond, déclare le recours en réformation non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 10 mai 2019 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 2 décembre 2020 par :

Thessy Kuborn, vice-président,
Géraldine Anelli, juge,
Marc Frantz, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 2 décembre 2020
Le greffier du tribunal administratif